

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

Règlements concordants au Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux système de SEDAR et de la BDNI

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR);*
- *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription ;*
- *Règlement modifiant le Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).*

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et de l'Économie. Les règlements entreront en vigueur 15 jours après la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent.

À noter que le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI* a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 26 juin 2013 (145^e année, n° 26) et au Bulletin de l'Autorité du 27 juin 2013 (Vol. 10, no. 25).

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge
 Avocat
 Direction des affaires juridiques
 514-395-0337, poste 2537
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Le 18 juillet 2013

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis des ACVM

Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI

Le 18 juillet 2013

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») prennent le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI* (le « règlement »). Elles apportent également des modifications corrélatives aux textes suivants :

- le *Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)*;
 - le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*;
 - la Norme canadienne 55-102, *Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)*;
- (les « modifications corrélatives »).

Le règlement et les modifications corrélatives sont nécessaires compte tenu de l'échéance des ententes actuelles avec CDS Inc. pour l'exploitation du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), du Système électronique de déclaration des initiés (« SEDI ») et de la Base de données nationale d'inscription (« BDNI ») (collectivement, les « systèmes des ACVM ») au nom des ACVM.

Le règlement regroupera et remplacera les barèmes de frais d'utilisation actuellement établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI. En outre, nous avons profité des économies réalisées dans le cadre des nouvelles ententes pour réduire les frais et les droits. D'après les tendances récentes observées dans les dépôts, nous prévoyons une baisse des droits dans environ 40 % des dépôts effectués au moyen de SEDAR et environ 24 % de ceux réalisés au moyen de la BDNI.

Le règlement et les modifications corrélatives sont des initiatives des autorités en valeurs mobilières de l'ensemble des territoires canadiens. Les membres des ACVM des territoires suivants ont pris ou doivent prendre le règlement :

- sous forme de règle en Colombie-Britannique, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Yukon;
- sous forme de règlement en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan et au Québec.

Sous réserve des approbations nécessaires, le règlement et les modifications corrélatives entreront en vigueur le 12 octobre 2013. S'il y a lieu, des renseignements sur le processus d'approbation de chaque territoire sont fournis à l'annexe A.

Objet

Le règlement fixe les droits relatifs aux systèmes à payer aux autorités en valeurs mobilières du Canada, principalement pour le dépôt de documents précis. Il regroupe et remplace les barèmes de droits actuellement établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI et réduit l'ensemble des droits pratiqués à l'heure actuelle. Le paiement des droits s'effectuera encore en ligne par l'entremise de SEDAR et de la BDNI, à l'exception des droits d'adhésion à la BDNI.

Les modifications corrélatives sont rendues nécessaires par le remplacement de CDS Inc. comme fournisseur du service SEDAR, exploitant de SEDI et administrateur de la BDNI par Conseillers en systèmes d'information et en gestion CGI Inc.

Contexte

Nous avons publié le règlement et les modifications corrélatives pour consultation le 24 janvier 2013. Pour de plus amples renseignements, notamment une comparaison entre les barèmes de droits actuels et les droits prévus par le règlement, veuillez vous reporter à l'avis publié par les ACVM à la même date.

Du point de vue des utilisateurs, les modalités de paiement actuelles des droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI ne devraient pas changer significativement.

Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

La période de consultation sur le règlement et les modifications corrélatives a pris fin le 24 avril 2013. Nous avons reçu deux mémoires. Nous les avons étudiés et remercions les intervenants de leurs commentaires. Le nom des intervenants est indiqué à l'annexe B du présent avis. Il est possible de consulter les mémoires sur le site Web de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario à l'adresse www.osc.gov.on.ca. Les deux intervenants appuient la réduction des droits de dépôt prévue par le règlement et ni l'un ni l'autre n'ont proposé de changements au règlement ou aux modifications corrélatives.

Les intervenants ont aussi saisi cette occasion pour formuler des commentaires sur les aspects techniques des systèmes des ACVM et leur fonctionnalité. Nous les en remercions et avons transmis leurs commentaires au personnel des ACVM concerné pour qu'il les prenne en considération dans le développement des systèmes. Les commentaires techniques n'ont pas d'incidence sur le règlement ni sur les modifications corrélatives.

Résumé des modifications apportées au projet de règlement

Nous avons apporté certaines modifications aux documents publiés pour consultation que nous publions avec le présent avis; elles sont contenues dans les textes publiés aujourd'hui. Comme les modifications ne sont pas importantes, nous ne publions pas le règlement et les modifications corrélatives pour une autre consultation.

Plus particulièrement, nous avons clarifié dans l'article 4 que le montant des frais d'utilisation annuels de SEDAR applicables la première année civile après le dépôt du profil de déposant initial est proportionnel à la durée d'utilisation à partir du mois suivant celui du dépôt du profil de déposant initial jusqu'à la fin de l'année civile en cours.

Le règlement et les modifications corrélatives sont publiés avec le présent avis.

Points d'intérêt local

L'annexe A est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers
Mathieu Laberge
Avocat
Direction des affaires juridiques
514-395-0337, poste 2537
1-877-525-0337, poste 2537
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Alberta Securities Commission
Samir Sabharwal
Associate General Counsel
403-297-7389
samir.sabharwal@asc.ca

British Columbia Securities Commission
David M. Thompson
General Counsel
604-899-6537
dthompson@bcsc.bc.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Chris Besko
Legal Counsel – Deputy Director
204-945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Robert Galea
Legal Counsel
General Counsel's Office
416-593-2321
rgalea@osc.gov.on.ca

ANNEXE A

Points d'intérêt local

Alberta

En Alberta, le règlement sera intégré par renvoi dans l'annexe du *Securities Regulation* sur les droits exigibles (Alta. Reg. 115/95) à la suite d'une modification à ce règlement qui entrera en vigueur le 12 octobre 2013, date où les modifications corrélatives devraient entrer en vigueur.

Manitoba

Au Manitoba, le règlement sera pris en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*. Les modifications corrélatives entreront en vigueur le 12 octobre 2013.

Ontario

En Ontario, la Rule 31-109 *National Registration Database (Commodity Futures Act)* de la CVMO est modifié (les « modifications à la Rule 31-509 ») afin de tenir compte des modifications similaires apportées à la Norme canadienne 31-102, *Base de données nationale d'inscription*. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario estime que les modifications à la Rule 31-509 ne modifient pas de façon importante la règle existante. Ces modifications sont publiées avec le présent avis.

En Ontario, le règlement, les modifications corrélatives, les modifications à la Rule 31-509 et les autres documents requis ont été remis au ministre des Finances le gouvernementaux le 17 juillet 2013. Le ministre peut les approuver, les rejeter ou encore les retourner pour réexamen. En cas d'approbation ou en l'absence d'autres mesures de la part du ministre, le règlement, les modifications corrélatives et les modifications à la Rule 31-509 entreront en vigueur le 12 octobre 2013.

Québec

Au Québec, le règlement est pris en vertu de l'article 331 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doit être approuvé, avec ou sans modification, par le gouvernement.

Les modifications corrélatives sont prises sous forme de règlements en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doivent être approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement et les modifications corrélatives entreront en vigueur 15 jours après la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à la date ultérieure qu'ils indiquent.

ANNEXE B**Liste des intervenants**

SOCIÉTÉ/ASSOCIATION/ORGANISME	NOM DES INTERVENANTS
Association des gestionnaires de portefeuille du Canada	Katie Walmsley, Scott Mahaffy
RBC Dominion valeurs mobilières Inc., RBC Placements en Direct Inc., Fonds d'investissement Royal Inc., RBC Gestion mondiale d'actifs Inc., RBC Phillips, Hager & North Services-conseils en placements Inc. et Phillips, Hager & North Investment Funds Ltd.)	Kevin Bresler

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-101 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE (SEDAR)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) est modifié, dans le paragraphe 1, par le remplacement, dans la définition de l'expression « fournisseur du service SEDAR », de « CDS INC. ou un ayant-droit » par « CONSEILLERS EN SYSTÈMES D'INFORMATION ET EN GESTION CGI INC. ou un ayant droit ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 2013.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié par le remplacement, dans la définition de l'expression « administrateur de la BDNI », de « CDS INC. » par « CONSEILLERS EN SYSTÈMES D'INFORMATION ET EN GESTION CGI INC. ».
2. Le paragraphe *e* de l'article 4.5 de ce règlement est modifié par le remplacement de ce qui précède le sous-paragraphe *i* par ce qui suit :

« *e*) elle paie les frais suivants, en monnaie canadienne, au plus tard 14 jours après l'échéance, par chèque libellé à l'ordre de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et adressé à Poste de service des ACVM, à l'attention de l'administrateur de la BDNI, 12, boul. Millennium, bureau 210, Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 0M3 : ».
3. L'article 5.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 5 et après le mot « renseignements », du mot « autrement ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 2013.

RÈGLEMENT MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 55-102, SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DÉCLARATION DES INITIÉS (SEDI)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 34°)

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), est modifié par le remplacement, dans la définition de l'expression « exploitant de SEDI », de « CDS INC. ou son remplaçant » par « CONSEILLERS EN SYSTÈMES D'INFORMATION ET EN GESTION CGI INC. ou son successeur ».

2. Le Formulaire 55-102F5 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement des parties intitulées « *Remise de l'exemplaire signé à l'exploitant de SEDI* » et « *Questions* » par les suivantes :

« Remise de l'exemplaire signé à l'exploitant de SEDI »

Pour que vos dépôts SEDI soient valides, vous devez remettre à l'exploitant de SEDI un exemplaire signé du formulaire d'inscription de l'utilisateur aux fins de vérification. Pour remplir cette exigence, il est possible d'imprimer la version électronique du formulaire une fois que vous l'avez attesté et envoyé. Vous devez remettre un exemplaire du formulaire d'inscription daté et portant votre signature manuscrite à l'exploitant de SEDI, par courrier affranchi, par remise en mains propres ou par télécopieur, aux coordonnées suivantes :

Poste de service des ACVM
À l'attention de l'exploitant de SEDI
12, boul. Millennium, bureau 210
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 0M3

Le cas échéant, utilisez les coordonnées indiquées sur le site Web SEDI (www.sedi.ca).

« Questions »

Les questions peuvent être adressées à l'exploitant de SEDI au 1-800-219-5381 ou au numéro indiqué sur le site Web SEDI. »;

2° par le remplacement, dans la partie intitulée « *Avis - Collecte et utilisation des renseignements personnels* », de « CDS INC. (l'exploitant de SEDI) sera conservé par CDS INC. » par « l'exploitant de SEDI sera conservé par celui-ci »;

3° dans la partie intitulée « Formulaire d'inscription de l'utilisateur de SEDI » :

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Remarque : Pour pouvoir faire un dépôt SEDI valide, la personne physique qui s'inscrit comme utilisateur de SEDI doit remettre un exemplaire signé du formulaire d'inscription de l'utilisateur à l'exploitant de SEDI aux fins de vérification. Il est possible d'imprimer la version électronique, au moyen de la fonction « Imprimer » de SEDI. L'exemplaire papier signé doit être remis par courrier affranchi, remis en mains propres ou transmis par télécopieur aux coordonnées suivantes :

Poste de service des ACVM
À l'attention de l'exploitant de SEDI
12, boul. Millennium, bureau 210
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 0M3 »;

b) par le remplacement de la partie intitulée « Section 3 Attestation de l'utilisateur de SEDI » par la suivante :

« Section 3 Attestation de l'utilisateur de SEDI

L'utilisateur soussigné atteste que les renseignements qui précèdent sont vrais à tous égards importants. Il convient de mettre ces renseignements à jour dans SEDI dès que possible en cas de changement important. Il convient également qu'un exemplaire signé du formulaire 55-102F5 transmis à l'exploitant de SEDI par télécopieur a le même effet que l'original signé remis à l'exploitant de SEDI. ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 2013.

Concordant regulations to Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulations:

- *Regulation to amend Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR);*
- *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database;*
- *Regulation to amend National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI).*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance and the Economy for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force 15 days after the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations.

Please be advice that *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD* was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* dated June 26, 2013 (Vol. 145, No. 26) and in AMF Bulletin dated June 27, 2013 (Vol. 10, no. 25).

Additional Information

Further information is available from:

Mathieu Laberge
Legal Counsel
Legal Affairs
514-395-0337, ext. 2537
Toll-Free : 1 877 525-0337
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

July 18, 2013



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

CSA Notice of *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD*

July 18, 2013

Introduction

We, the Canadian Securities Administrators (CSA), are adopting *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD* (the Regulation). We are also making related changes to:

- *Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)*,
- *Regulation 31-102 respecting National Registration Database*, and
- National Instrument 55-102, *System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI)*, (the Related Consequential Amendments).

The Regulation and Related Consequential Amendments are necessary in connection with the scheduled expiry of existing agreements with CDS Inc. to operate the System for Electronic Documents Analysis and Retrieval (SEDAR), the System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) and the National Registration Database (NRD) (collectively, the CSA National Systems) on behalf of the CSA.

The Regulation will consolidate and replace the existing filing service charge schedules under the SEDAR Filer Manual and NRD User Guide. As well, we have taken advantage of cost saving opportunities under the new arrangements to reduce fees. Based on recent filing patterns, we expect system fees to decline in approximately 40% of SEDAR filing situations and in approximately 24% of NRD filing situations.

The Regulation and Related Consequential Amendments are initiatives of the securities regulatory authorities in all Canadian jurisdictions. CSA members in the following jurisdictions have made, or expect to implement the Regulation via:

- rules in each of British Columbia, Ontario, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Nova Scotia, Prince Edward Island, the Northwest Territories, Nunavut and Yukon; and
- regulations in Alberta, Manitoba, Saskatchewan and Québec.

Provided all necessary approvals are obtained, the Regulation and Related Consequential Amendments will come into force on October 12, 2013. Where applicable, Annex A provides information about each jurisdiction's approval process.

Substance and Purpose

The Regulation sets out system fees payable to Canadian securities regulatory authorities, largely in connection with specified filings. It consolidates and replaces the existing system fee schedules found in the SEDAR Filer Manual and NRD User Guide, and reduces overall fees

currently charged. System fees will continue, with the exception of NRD enrolment fees, to be paid on-line through SEDAR and NRD.

The Related Consequential Amendments reflect the changes necessary as a result of the change of the SEDAR filing service contractor, SEDI operator and NRD administrator from CDS Inc. to CGI Information Systems and Management Consultants Inc.

Background

We published the Regulation and Related Consequential Amendments for comment on January 24, 2013. For additional background, including a comparison of the existing system fee schedules to the fees in the Regulation, please refer to the notice we published on January 24, 2013.

From a user perspective, we do not expect any significant changes to the current process for paying SEDAR and NRD fees.

Summary of Written Comments Received by the CSA

The comment period for the Regulation and Related Consequential Amendments ended April 24, 2013. During the comment period, we received submissions from two commenters. We have considered the comments received and thank all of the commenters for their input. The names of commenters are contained in Annex B of this notice. The comment letters can be viewed on the Ontario Securities Commission website at www.osc.gov.on.ca. Both commenters were supportive of the filing fee reductions included in the Regulation, and neither suggested any changes to the Regulation or Related Consequential Amendments.

The commenters also took the opportunity to provide feedback on technical aspects of the CSA National Systems and their functionality. We thank the commenters for this feedback and have provided these technical comments to relevant CSA Staff for consideration in connection with the redevelopment of these systems. These technical comments do not affect the Regulation or the Related Consequential Amendments.

Summary of Changes to the Proposed Regulation

We have made some revisions to the materials that were published for comment. Those revisions are reflected in the materials we are publishing concurrently with this notice. As these changes are not material, we are not republishing the Regulation or the Related Consequential Amendments for a further comment period.

In particular, we updated Section 4 of the Regulation to clarify that the SEDAR annual filing service charge applicable in the first calendar year after filing an initial filer profile is for the pro rated amount covering the month following the month in which the filer filed its initial filer profile through the remainder of that calendar year.

The text of the Regulation and the Related Consequential Amendments are being published concurrently with this notice.

Local Matters

Annex A is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers

Mathieu Laberge

Legal Counsel

Legal Affairs

514-395-0337 ext.2537

1-877-525-0337 ext. 2537

mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

Alberta Securities Commission

Samir Sabharwal

Associate General Counsel

403-297-7389

samir.sabharwal@asc.ca

British Columbia Securities Commission

David M. Thompson

General Counsel

604-899-6537

dthompson@bcsc.bc.ca

Manitoba Securities Commission

Chris Besko

Legal Counsel – Deputy Director

204-945-2561

Chris.Besko@gov.mb.ca

Ontario Securities Commission

Robert Galea

Legal Counsel

General Counsel's Office

416-593-2321

rgalea@osc.gov.on.ca

ANNEX A

Local Matters

Alberta

In Alberta, the Regulation will be incorporated by reference in the Schedule – Fees of the *Securities Regulation*, Alta Reg. 115/95 as a result of an amendment to that regulation which will come into force on October 12, 2013. The Related Consequential Amendments are expected to come into force on October 12, 2013.

Manitoba

In Manitoba, the implementation of the Regulation will be by a regulation under *The Securities Act* (Manitoba). The Related Consequential Amendments will come into force on October 12, 2013.

Ontario

In Ontario, OSC Rule 31-509 *National Registration Database (Commodity Futures Act)* is being amended (the 31-509 Amendments) to reflect similar amendments being made to National Instrument 31-102 *National Registration Database*. The Ontario Securities Commission is of the view that the 31-509 Amendments do not materially change the existing rule. These amendments are published concurrently with this notice.

In Ontario, the Regulation, Related Consequential Amendments, 31-509 Amendments and other required materials were delivered to the Minister of Finance on July 17, 2013. The Minister may approve or reject the Regulation, Related Consequential Amendments and 31-509 Amendments or return them for further consideration. If the Minister approves the Regulation, Related Consequential Amendments and 31-509 Amendments or does not take any further action, they will come into force on October 12, 2013.

Québec

In Québec, the Regulation is made under section 331 of *The Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Government.

The Related Consequential Amendments are regulations made under section 331.1 of *The Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The Regulation and Related Consequential Amendments will come into force 15 days after the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date indicated in the regulation.

ANNEX B**List of Commenters**

FIRM/ORGANIZATION	COMMENTS NAME(S)
Portfolio Management Association of Canada	Katie Walmsley, Scott Mahaffy
RBC Dominion Securities Inc.; RBC Direct Investing Inc.; Royal Mutual Funds Inc.; RBC Global Asset Management Inc.; RBC Phillips, Hager & North Investment Counsel Inc.; and Phillips, Hager & North Investment Funds Ltd.	Kevin Bresler

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-101 RESPECTING THE
SYSTEM FOR ELECTRONIC DOCUMENT ANALYSIS AND RETRIEVAL
(SEDAR)**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 13-101 respecting the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) is amended, in paragraph (1), by replacing, in the definition of the expression “SEDAR filing service contractor”, “CDS INC.” with “CGI INFORMATION SYSTEMS AND MANAGEMENT CONSULTANTS INC”.
2. This Regulation comes into force on October 12, 2013.

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-102 respecting National Registration Database is amended by replacing, in the definition of the expression “NRD administrator”, “CDS INC” with “CGI INFORMATION SYSTEMS AND MANAGEMENT CONSULTANTS INC.”.
2. Paragraph (e) of section 4.5 of the Regulation is amended by replacing the part preceding subparagraph (i) with the following:

“(e) pays the following fees within 14 days of the date the payment is due by submitting a cheque, payable to the Ontario Securities Commission in Canadian currency, to CSA Service Desk, Attn: NRD Administrator, 12 Millennium Blvd, Suite 210, Moncton, NB E1C 0M3 :”.
3. Section 5.1 of the Regulation is amended by inserting, in the French text of paragraph (5) and after the word “renseignements”, the word “autrement”.
4. This Regulation comes into force on October 12, 2013.

REGULATION TO AMEND NATIONAL INSTRUMENT 55-102 SYSTEM FOR ELECTRONIC DISCLOSURE BY INSIDERS (SEDI)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (34))

1. Section 1.1 of National Instrument 55-102 System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), is amended by replacing, in the definition of the expression “SEDI operator”, “CDS INC.” with “CGI INFORMATION SYSTEMS AND MANAGEMENT CONSULTANTS INC”.

2. Form 55-102F5 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the parts titled “*Delivery of Signed Copy to SEDI Operator*” and “*Questions*” with the following:

“Delivery of Signed Copy to SEDI Operator

Before you may make a valid SEDI filing, you must deliver a manually signed paper copy of the completed user registration form to the SEDI operator for verification purposes. To satisfy this requirement, you may print a copy of the online user registration form once you have certified and submitted it. You must deliver a manually signed and dated copy of the completed user registration form via prepaid mail, personal delivery or facsimile to the SEDI operator at the following address or fax number, as applicable:

CSA Service Desk
Attn: SEDI Operator
12 Millennium Blvd, Suite 210
Moncton, NB E1C 0M3

or at such other address(es) or fax number(s) as may be provided on the SEDI web site (www.sedi.ca).

“Questions

Questions may be directed to the SEDI operator at 1-800-219-5381 or such other number as may be provided on the SEDI web site.”;

(2) by replacing, in the part titled “*Notice – Collection and Use of Personal Information*”, “CDS INC. (the SEDI operator) is retained by CDS INC.” with “the SEDI operator is retained by the SEDI operator”;

(3) in the part titled “SEDI User Registration Form”:

(a) by replacing the first paragraph with the following:

“Note: Before an individual registering as a SEDI user may make a valid SEDI filing, the registering individual must deliver a manually signed paper copy of the completed user registration form to the SEDI operator for verification purposes. The registering individual may print a copy of the online version using the “Print” function provided for this purpose in SEDI. The signed paper copy must be delivered by prepaid mail, personal delivery or facsimile to:

CSA Service Desk
Attn: SEDI Operator
12 Millennium Blvd, Suite 210
Moncton, NB E1C 0M3”;

(b) by replacing the part titled “Section 3 SEDI User Registration Form” with the following:

“Section 3 Certification of SEDI User

I certify that the foregoing information is true in all material respects. I agree to update the information submitted on this form in SEDI as soon as practicable following any material change in the information. I agree that an executed copy of Form 55-102F5, if delivered to the SEDI operator by facsimile, shall have the same effect as an originally executed copy delivered to the SEDI operator.”

3. This Regulation comes into force on October 12, 2013.